

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce jeudi 1^{er} décembre 2022

SOMMAIRE

- Partis politiques : PPRD, Kabila-dépendance, UDPS, Tshisekedi-dépendance (Rapports GEC/Ebuteli)
- La Journée mondiale de lutte contre le sida : Poussons pour l'égalité
- RDC : les cas de violences sexuelles liées au conflit en légère augmentation
- Dr Denis Mukwege rappelle à la communauté internationale l'urgence de la mise en œuvre du régime des sanctions pour la RDC
- Kagame tacle Tshisekedi : « Il n'avait pas remporté les premières élections et essaie de reporter les prochaines »
- Agression rwandaise : Martin Fayulu appelle à la résolution diligente de l'ONU
- Calendrier électoral : le parti de Fayulu dénonce le manque de consensus et redoute "la fraude et le désordre" en prévoyant quatre scrutins en un jour
- RDC : Félix Tshisekedi recommande aux jeunes de participer massivement aux prochaines élections comme électeurs et candidats
- RDC : augmentation d'au moins 65% du nombre d'exécutions sommaires commises par les groupes armés dans les provinces affectées par les conflits

1. DROITS HUMAINS

Partis politiques : PPRD, Kabila-dépendance, UDPS, Tshisekedi-dépendance (Rapports GEC/Ebuteli)

Ebuteli et Groupe d'étude sur le Congo (GEC) ont publié ce mercredi deux rapports qui démontrent les failles structurelles dans l'organisation de deux grands partis du pays de ces dix dernières années : le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) et l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). « *Né au pouvoir : 20 ans du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (2002-2022)* » et « *UDPS,*

yoka base ! – La difficile quête d'une structure en pyramide inversée », intitulés de ces deux rapports, ont abouti à la même conclusion : le manque de redevabilité envers la base. Ce manque de redevabilité, précisent ces études, entrave la démocratie interne et la capacité des membres à tenir leurs dirigeants responsables dans ces partis. Ces études recommandent à ces deux partis de concevoir des programmes politiques clairs et réalistes. Elles plaident aussi pour la modification de la Loi électorale pour réduire le nombre des partis. Elles soulèvent aussi la nécessité d'appliquer effectivement la Loi sur le financement des partis pour réduire la dépendance des formations politiques à des élites non responsables. Lire le rapport « Né au pouvoir : 20 ans du PPRD » de Gec-Ebuteli

La Journée mondiale de lutte contre le sida : Poussons pour l'égalité

La Journée mondiale de lutte contre le sida est organisée chaque année le 1er décembre afin de sensibiliser à l'importance d'apporter un soutien aux personnes vivant avec le VIH/sida et de rendre hommage à ceux et celles qui ont perdu la vie à cause de celui-ci.

Les inégalités qui perpétuent la pandémie de sida ne sont pas une fatalité. Nous pouvons y remédier. À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, le 1er décembre, l'ONUSIDA invite chacune et chacun d'entre nous à lutter contre les inégalités qui freinent les progrès pour mettre fin au sida. Le slogan « *Poussons pour l'égalité* » nous enjoint à agir. Il nous incite toutes et tous à œuvrer en faveur des actions concrètes qui ont fait leurs preuves et qui sont nécessaires pour lutter contre les inégalités et aider à mettre fin au sida. Les données de l'ONUSIDA sur la riposte mondiale au VIH révèlent un ralentissement des progrès de la lutte contre la pandémie de VIH et une réduction des ressources disponibles au cours des deux dernières années marquées par la COVID-19 et d'autres crises mondiales. Ce recul met des millions de vies danger. Il ne nous reste plus que huit ans pour mettre fin au sida comme menace de santé mondiale et satisfaire nos objectifs pour 2030. Les inégalités économiques, sociales, culturelles et juridiques doivent être ciblées de toute urgence

2. DROITS DES FEMMES

RDC: les cas de violences sexuelles liées au conflit en légère augmentation

Au cours du mois d'octobre, les cas de violences sexuelles liées au conflit, sur des victimes adultes ont montré une légère augmentation par rapport à septembre, a rapporté mercredi le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) en République démocratique du Congo. Dans son communiqué, il dit avoir enregistré au moins 38 femmes, victimes adultes, au cours du mois en revue, contre 31 au mois de septembre 2022. Toujours selon la même source, des membres des groupes armés ont été responsables de la majorité des cas de violences sexuelles commises sur les civils, avec un total de 35 victimes, toutes des femmes. Les principaux auteurs de violences sexuelles parmi les groupes armés sont les différentes factions Nyatura, y compris les factions CMC et Bazungu (15 victimes), différents groupes Maï- Maï, y

compris Apa-na-Pale, Perci Moto-Moto sous le commandement de Liwa, FPP/AP et Biloze Bishambuke (10 victimes), les APCLS (sept victimes), et les Gumino (trois victimes).

Dr Denis Mukwege rappelle à la communauté internationale l'urgence de la mise en œuvre du régime des sanctions pour la RDC

Au travers d'une déclaration publiée ce lundi 28 novembre à l'occasion de la tenue de la Conférence internationale de Londres contre les violences sexuelles en zones de conflits, le Prix Nobel de la Paix, Dr Denis Mukwege, a rappelé à la communauté tant nationale qu'internationale, l'urgence de mettre en œuvre le régime des sanctions à l'égard de toutes violations des droits humains qui se commettent impunément sur le territoire Congolais depuis plusieurs années. Cette déclaration vient condamner la unième rébellion du mouvement terroriste M23 qui sévit dans la partie Est de la République Démocratique du Congo depuis plus de 140 jours. (...) Alors que le groupe armé terroriste M23 soutenu directement et indirectement par les Forces rwandaises de défense (RDF) est aux portes de Goma, la 3e ville de la République Démocratique du Congo (RDC), la situation humanitaire déjà catastrophique se dégrade encore davantage, faisant augmenter le nombre de déplacés internes à presque 6 millions de personnes. Suite à cette énième agression, la population civile vit dans la peur et est à nouveau acculée à prendre le chemin de l'exil pour fuir la violence. Des femmes doivent accoucher dans des conditions dramatiques le long des routes, d'autres sont enlevées et violées collectivement par des éléments en uniforme dans un climat de violations graves et généralisées des droits de l'homme et du droit international humanitaire.(...) Ainsi, nous appelons les Nations Unies à prendre des décisions fortes d'implémentation de ses propres résolutions et les pays influents comme la France, le Royaume Uni et les Etats-Unis à ne plus soutenir des Etats qui alimentent la violence et la désolation à l'Est du Congo. Il est temps que le monde ouvre les yeux sur ces atrocités, que le droit international s'applique et que les responsables rendent des comptes pour mettre fin à la tragédie congolaise.

3. SITUATION POLITIQUE

Kagame tacle Tshisekedi : « Il n'avait pas remporté les premières élections et essaie de reporter les prochaines »

Le président Paul Kagame s'est exprimé largement ce mercredi devant le Parlement rwandais sur la situation sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo, alors que son pays est accusé de soutenir en hommes et en munitions les rebelles du M23. Celui qui assumait la présidence de l'Union africaine au moment de la proclamation des résultats de la présidentielle de 2018 en RDC, a taclé son homologue congolais. « Un pays va se diriger vers des élections l'année prochaine et essaie de créer une situation d'urgence pour que les élections n'aient pas lieu. Il [Tshisekedi] n'avait pas remporté les premières élections comme nous le savons. Donc, s'il essaie de trouver un autre moyen de reporter les prochaines élections, je préférerais qu'il utilise d'autres excuses. Pas nous

parce que nous avons beaucoup de problèmes chez nous, et nous n'avons pas besoin d'ajouter les problèmes des autres aux nôtres », a-t-il déclaré. La RDC va tenir ses élections générales le 20 décembre 2023 selon le calendrier publié par la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Agression rwandaise : Martin Fayulu appelle à la résolution diligente de l'ONU

Le président du parti politique ECIDE, Martin Fayulu a exhorté, mardi 29 novembre, la communauté internationale à traiter avec diligence la question de l'agression rwandaise en RDC. Il a fait cette exhortation à Kinshasa dans un message intitulé : « Sauvons la RDC en danger ». Selon Martin Fayulu, l'implication de l'ONU va décourager les idées hégémoniques de Kagame et pacifier la partie Est de la RDC :

« L'agression de la RDC par le Rwanda et l'Ouganda est un problème sérieux que les Nations unies, l'Union africaine et tous les partenaires de la RDC, épris de justice, devaient traiter avec diligence pour arrêter les velléités hégémoniques de Kagame et mettre fin aux souffrances énormes qu'endurant les populations congolaises affectées par cette guerre injuste ». Il a également demandé au Conseil de sécurité de l'ONU « de se rappeler de plus de 10 millions de Congolais morts depuis 1993 et de 6 millions de déplacés internes, de 27 millions de Congolais ayant besoin d'une assistance humanitaire, de 5 millions d'enfants de moins de 5 ans qui souffrent de la malnutrition ».

Calendrier électoral : le parti de Fayulu dénonce le manque de consensus et redoute "la fraude et le désordre" en prévoyant quatre scrutins en un jour

L'Engagement citoyen pour le développement (ECIDE), le parti politique de Martin Fayulu, à travers son secrétaire général, le professeur Devos Kitoko, a décrié la décision de la centrale électorale de coupler quatre scrutins en un jour, selon le calendrier électoral publié samedi dernier par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Devos Kitoko dit craindre une éventuelle fraude. Il accuse la CENI d'avoir publié le calendrier de manière "unilatérale". " Le calendrier a été publié de manière unilatérale, il n'y a pas eu consensus, sur les grandes étapes, on a publié ce calendrier juste pour la consommation de l'opinion parce que c'est une affaire de quelques individus qui décident, il faut des actions d'éclats pour démontrer à l'opinion nationale et internationale que nous voulons organiser les élections. Lorsque vous voulez organiser les élections dans la transparence, il faut amorcer un processus inclusif participatif. Pour nous, ce manque de consensus pose un sérieux problème, ça va nous rattraper. L'organisation simultanée de quatre scrutins ça sera difficile, nous proposons de découpler les élections en faire trois en une journée et l'autre un autre jour, quatre élections en un jour peut entraîner un désordre et favoriser la fraude", a déclaré mardi à ACTUALITE.CD, Devos Kitoko.

RDC : Félix Tshisekedi recommande aux jeunes de participer massivement aux prochaines élections comme électeurs et candidats

Le Président Félix Tshisekedi a recommandé aux jeunes congolais de participer massivement aux prochaines élections non seulement comme électeur mais comme candidat pour insuffler un vent nouveau aux multiples défis du pays. Il a lancé cet appel ce mercredi 30 novembre au Palais du peuple, à Kinshasa.

Des milliers de jeunes de la ville de Kinshasa ont participé au Palais du peuple à la rencontre dénommée « le Président de la République face à la jeunesse ». Dans la salle des plénières de l'Assemblée nationale, le Chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi, a, dans une adresse ponctuée d'un incessant appel à l'unité, appelé au rejet du tribalisme et au patriotisme parmi les jeunes. Afin de permettre une organisation et gestion efficiente des conseils provinciaux des jeunes, le ministre de la Jeunesse a sollicité au Président de la République, des instructions aux gouverneurs de province pour donner des moyens conséquents pour impacter positivement la marche du pays.

Félix Tshisekedi a exhorté les jeunes congolais à bannir tout ce qui les divise et avoué qu'il fonde ses espoirs sur le Conseil national de la jeunesse pour combattre la prédation et autres maux qui rongent la société congolaise.

4. SECURITE

RDC: augmentation d'au moins 65% du nombre d'exécutions sommaires commises par les groupes armés dans les provinces affectées par les conflits

Dans les provinces affectées par les conflits, 369 violations et atteintes aux droits de l'homme ont été documentées au mois d'octobre. Selon le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) en République démocratique du Congo cette situation a entraîné la mort d'au moins 210 personnes (163 hommes, 37 femmes et 10 enfants) soit une augmentation de 67% par rapport au mois précédent (126 personnes, y compris 106 hommes, 13 femmes et sept enfants). Toujours selon la même source, ceci reflète une augmentation d'au moins 65% du nombre d'exécutions sommaires commises par les membres de groupes armés. *« Cette situation s'explique d'une part par une augmentation des attaques des membres des Forces Alliées de Défense (ADF) dans le Grand Nord et en Ituri, ainsi que par l'activisme accru des groupes armés dans le Petit Nord, dans le territoire de Masisi, où plusieurs groupes se disputent les zones précédemment occupées par les FARDC et le territoire de Rutshuru, avec la reprise des affrontements entre le M23 et les FARDC »*, explique le BCNUD

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement
infomdhcongo@cartercenter.org

<https://vlfcongo.org/>

www.cartercenter.org

(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa
République Démocratique du Congo